

International

À LA SUITE DE ROARING LION : PREMIERS ENSEIGNEMENTS, HYPOTHÈSES ET DILEMMES POUR ISRAËL

Raz Zimmt

18/05/2026

Comment l'opération *Roaring Lion* rebat-elle les cartes stratégiques pour Israël, et quels premiers enseignements peut-on tirer de la confrontation avec l'Iran ? Dr. Raz Zimmt, directeur du programme de recherche sur l'Iran et l'Axe chiite à l'INSS et co-rédacteur en chef de la revue *Strategic Assessment*, propose une analyse des implications militaires, diplomatiques et régionales de cette séquence pour Israël. Dans le cadre d'un partenariat avec la Fondation Jean-Jaurès, les notes de l'INSS, principal *think tank* israélien consacré aux questions stratégiques et sécuritaires, sont régulièrement traduites et publiées sur notre site afin d'éclairer nos lecteurs sur l'état des réflexions en cours à Jérusalem.

Résumé exécutif

Plus de deux mois après le déclenchement de l'opération *Roaring Lion*, la République islamique d'Iran révèle d'importantes vulnérabilités ainsi qu'une nouvelle direction, tout en pouvant néanmoins revendiquer certains succès stratégiques. Parmi ceux-ci figurent sa capacité à survivre à une attaque conjointe américano-israélienne et à exploiter les leviers de pression apparus durant les combats, notamment les attaques contre les États du Golfe et la fermeture du détroit d'Ormuz. Bien qu'il soit encore prématuré d'évaluer pleinement les implications de cette guerre, dont l'issue demeure incertaine, plusieurs dynamiques majeures peuvent déjà être identifiées dans six domaines clés : la scène intérieure iranienne ; le programme nucléaire ; l'arsenal balistique ; le réseau régional de proxys ; la place de l'Iran dans l'ordre régional ; sa position sur la scène internationale. Les enseignements dans ces différents domaines visent à servir de base à l'étude des développements à venir dans les prochains mois, une fois que la « poussière de la guerre » sera retombée et que ses conséquences de long terme deviendront plus visibles.

À ce stade, le *statu quo* actuel (« ni guerre ni paix »), caractérisé par la fermeture du détroit d'Ormuz ainsi que par un blocus naval américain, demeure instable. Une telle situation ne pourra vraisemblablement pas être maintenue durablement. Pour Israël, cette réalité signifie que l'Iran continue de préserver ses capacités nucléaires tout en reconstituant son arsenal balistique. Cela accroît le risque d'une « percée » iranienne vers l'arme nucléaire ainsi qu'une reprise des hostilités dans des conditions plus difficiles. Dans ce contexte, Israël est confronté à une question fondamentale : doit-il continuer à chercher une résolution du problème iranien par une victoire décisive – dont la faisabilité apparaît hautement incertaine, en particulier sans participation active des États-Unis – ou adopter une politique de « gestion du conflit » fondée sur des actions coercitives ponctuelles, jusqu'à ce qu'ait lieu un changement politique en Iran ?

Pour l'instant, il est clair que la guerre n'a pas réglé le défi posé par l'Iran : ce dernier a été affaibli, mais non vaincu. De plus, sa capacité à résister à une offensive combinée américano-israélienne pourrait même renforcer son sentiment d'efficacité et sa perception d'avoir remporté une forme de victoire, compliquant ainsi les futures tentatives visant à lui infliger une défaite décisive par l'imposition d'une pression efficace.

Sur le plan intérieur, les prochains mois permettront probablement de déterminer si la guerre a freiné – même temporairement – le processus de déclin du régime, favorisant l'émergence d'une nouvelle direction plus radicale, ou si elle a au contraire accéléré des dynamiques internes susceptibles de conduire, à terme, à un changement politique révolutionnaire. En conséquence, Israël devra réévaluer la faisabilité d'un changement de régime en Iran et approfondir sa compréhension des caractéristiques de la nouvelle direction iranienne ainsi que de leurs implications plus larges.

En ce qui concerne la question nucléaire, tout éventuel accord avec les États-Unis (s'il devait être conclu) forcera Israël à prendre une décision concernant son acceptation, et sur la manière de préserver ses capacités clandestines de surveillance, de perturbation et d'intervention. En ce qui concerne l'arsenal balistique, et à la lumière des efforts iraniens pour le reconstituer, Israël devra redéfinir si cette menace justifie une action militaire. Il lui faudra également établir les « lignes rouges » dont le franchissement par l'Iran imposerait une telle action, en fonction de la gravité de la menace tant sur le plan quantitatif que qualitatif, notamment au regard de possibles limitations à la liberté d'action israélienne imposées par les États-Unis.

Sur le plan régional, Israël devra en permanence passer en revue les moyens de réduire et de contrecarrer les efforts iraniens visant à soutenir son réseau de proxys, notamment le Hezbollah, tout en articulant l'action militaire avec des solutions diplomatiques. Parallèlement, il lui faudra

évaluer comment limiter les risques inhérents à la reprise du rapprochement entre les États du Golfe et l'Iran, tout en tirant parti de l'impact de la guerre sur ces pays afin d'élargir la coopération régionale et d'approfondir les Accords d'Abraham.

Enfin, sur la scène internationale, le renforcement de la coopération entre l'Iran, la Russie et la Chine exige une mise à jour de la politique israélienne afin de réduire le risque que l'Iran reconstitue, avec leur soutien, des capacités militaires stratégiques et son industrie de défense. En parallèle, une stratégie coordonnée vis-à-vis de l'Iran devra être élaborée avec les États-Unis, tout en tenant compte de l'érosion de la position internationale d'Israël.

Il est difficile de surestimer l'importance de l'opération *Roaring Lion* pour la République islamique. Environ huit mois après l'offensive israélo-américaine menée sous le nom de *Rising Lion* en juin 2025 et seulement deux mois après la répression brutale de la plus importante vague de manifestations qu'ait connue l'Iran ces dernières années, la République islamique a été confrontée à un nouvel événement d'ampleur majeure. Les conséquences de celui-ci devraient affecter le régime, la région et le système international pendant de nombreuses années.

L'opération *Rising Lion* de juin 2025 a constitué le premier affrontement direct à grande échelle entre Israël et l'Iran. Elle a été perçue en Iran comme un événement particulièrement dramatique, principalement en raison de la frappe initiale israélienne, de l'entrée des États-Unis dans la campagne militaire et des dommages considérables infligés aux capacités nucléaires et balistiques iraniennes. Toutefois, sa courte durée et son ampleur relativement limitée, ainsi que le fait qu'elle visait principalement à affaiblir les capacités nucléaires et balistiques de l'Iran, en ont fait, dans une certaine mesure, une sorte de « répétition générale » pour *Roaring Lion*.

Bien que les principaux responsables politiques et militaires de Téhéran aient présenté l'issue de cette guerre de douze jours comme un succès, voire une victoire – en soulignant la capacité de l'Iran à se rétablir rapidement, à mener simultanément une campagne contre Israël et les États-Unis, à infliger d'importants dégâts à Israël et à assurer la survie du régime –, les dirigeants iraniens ont néanmoins pris la mesure des lacunes et vulnérabilités mises en évidence par le conflit. En conséquence, immédiatement après la guerre, ils ont engagé un processus de retour d'expérience ainsi qu'un effort systématique visant à corriger les insuffisances de leurs capacités de dissuasion et de défense. Certains résultats de ce processus se sont manifestés lors de l'opération *Roaring Lion*.

À la suite de l'opération *Roaring Lion*, l'Iran se retrouve avec une nouvelle direction, d'importantes vulnérabilités, mais également avec certains succès. Au-delà du simple fait d'avoir survécu à une

offensive américano-israélienne, le régime a démontré sa capacité à exploiter les leviers de pression apparus durant le conflit, notamment les attaques contre les États du Golfe et la fermeture du détroit d'Ormuz, afin d'obtenir des garanties sécuritaires et économiques pour l'après-guerre. Comme ce fut déjà le cas après l'opération *Rising Lion*, et plus encore aujourd'hui, les dirigeants de Téhéran devraient poursuivre leur travail d'analyse et réévaluer en profondeur leurs hypothèses stratégiques à la lumière des résultats de cette campagne militaire.

La nouvelle direction iranienne

L'élimination d'Ali Khamenei a marqué l'entrée de l'Iran dans une nouvelle phase, que l'on pourrait qualifier de « Troisième République islamique ». Celle-ci succède à la Première République, allant de la révolution islamique de 1979 jusqu'à la mort du fondateur de la révolution, l'ayatollah Rouhollah Khomeini ; puis à la Deuxième République, dirigée par Khamenei de 1989 jusqu'à sa mort lors de la frappe initiale de l'opération *Roaring Lion* le 28 février 2026. Cette Troisième République islamique pourrait se caractériser par une transition, potentiellement progressive, vers un modèle de gouvernance alternatif aux traits militaro-autoritaires. Au cœur de ce modèle se trouve la domination affirmée du Corps des Gardiens de la révolution islamique (CGRI) au sein des plus hautes sphères du pouvoir à Téhéran, même si le renforcement de cette organisation avait déjà commencé sous Khamenei père.

À ce stade, rien n'indique que le régime iranien soit proche de l'effondrement, malgré les défis internes majeurs auxquels il est confronté et qui ont été fortement aggravés par la guerre. Au contraire, en dépit des coups subis, le régime, désormais dirigé par une direction encore plus radicale, est parvenu à maintenir ses capacités de commandement et de contrôle jusqu'au cessez-le-feu. Par ailleurs, aucune fracture visible n'apparaît au sein de l'élite politique, en particulier dans les appareils de répression et de sécurité dirigés par le CGRI, les Bassidjis et les forces de l'ordre. Bien que le renversement du régime n'ait pas été présenté comme un objectif de guerre, les conditions permettant au peuple iranien de provoquer le changement souhaité ne semblent pas encore réunies.

À l'issue de la guerre, une évaluation devra être menée concernant trois questions centrales liées aux dynamiques internes du régime au plus haut niveau à Téhéran. Les évolutions attendues autour de ces trois questions influenceront profondément la politique de la nouvelle direction, qui pourrait osciller entre deux pôles : un durcissement idéologique associé à une volonté de prise de risque et d'escalade, ou un pragmatisme de survie favorisant le compromis et la retenue.

La première question concerne le statut de Mojtaba Khamenei. Il est encore prématuré de

déterminer si le nouveau dirigeant sera capable d'accumuler suffisamment de pouvoir pour établir une autonomie politique et consolider sa position en tant que Guide suprême, notamment compte tenu de son état de santé, qui demeure incertain. À ce stade, on peut au minimum douter de sa capacité à exercer efficacement son autorité. À l'inverse, il pourrait devenir un instrument entre les mains des Gardiens de la Révolution, qui ont probablement joué un rôle central dans la décision de l'Assemblée des experts de le nommer Guide suprême afin de faciliter leur propre emprise sur la République islamique. Il n'est pas exclu qu'après la guerre émergent des critiques jusque-là contenues concernant les qualifications de Mojtaba pour succéder à son père, sa nomination constituant une rupture avec les principes fondamentaux de la République islamique en matière de succession héréditaire. Cette question prend une importance particulière au regard des informations selon lesquelles son père se serait opposé à sa désignation comme successeur.

La deuxième question concerne la place du CGRI. Au cours des dernières décennies, le CGRI est devenu un centre de pouvoir majeur, non seulement dans le domaine sécuritaire et militaire, mais également dans les sphères politique et économique. Il est probable que l'organisation cherche à imposer son autorité sur le pouvoir politique, tout en maintenant l'institution du Guide suprême à des fins de légitimité. À mesure que le CGRI devient l'acteur dominant du processus décisionnel, il n'est pas impossible que des désaccords, des fractures et des luttes de pouvoir internes apparaissent au sein de ses plus hauts rangs, l'organisation n'étant pas considérée comme un bloc monolithique.

La troisième question porte sur les relations entre les différents centres de pouvoir. Ceux-ci incluent le Bureau du Guide suprême, qui a probablement subi d'importantes transformations après la mort de Khamenei père ; le CGRI ; le président du Majlis, Mohammad Bagher Ghalibaf, dont la position s'est considérablement renforcée durant la guerre ; le président Massoud Pezeshkian ; ainsi que le Conseil suprême de sécurité nationale. Il n'est pas exclu que les changements majeurs intervenus au sein de la direction politique rendent finalement nécessaires des révisions constitutionnelles afin de redéfinir les relations entre ces centres de pouvoir, par exemple entre le Guide suprême et le président de la République.

Le système politique de la République islamique a toujours été caractérisé par des divergences entre différents centres de pouvoir, ainsi qu'entre factions politiques et idéologiques (conservateurs contre réformateurs ; radicaux contre pragmatiques). Toutefois, en l'absence d'une autorité décisive, telle qu'Ali Khamenei, capable de jouer le rôle de médiateur, d'arbitre et de décideur final, les conflits internes pourraient, à terme, fragiliser non seulement la capacité de la direction iranienne à prendre des décisions efficaces, mais aussi sa cohésion interne.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Relations entre l'État et la société

L'opération *Roaring Lion* a éclaté peu de temps après la plus importante vague de manifestations qu'ait connue l'Iran depuis la révolution islamique, et dans un contexte de déclin continu de la République islamique. Le régime fait face à une crise de légitimité profonde et persistante, résultant d'un fossé croissant entre les dirigeants et la population, en particulier la jeune génération, ainsi que d'une aggravation de la crise économique et des pénuries d'eau et d'électricité.

Pendant la guerre, comme ce fut déjà le cas durant la guerre de douze jours, des voix se sont élevées en Iran pour exprimer des réserves quant aux intentions des États-Unis et d'Israël. Certains ont même repris le discours officiel selon lequel il s'agissait d'une guerre contre l'État iranien plutôt que contre la République islamique. Plusieurs actions ont suscité de fortes réactions au sein de la société iranienne : les frappes répétées contre les infrastructures nationales, les universités et l'industrie pharmaceutique, ainsi que les informations faisant état d'efforts israéliens et américains visant à encourager des activités subversives parmi les minorités ethnolinguistiques, principalement kurdes. Ces informations ont été perçues comme une tentative directe de porter atteinte à l'intégrité territoriale de l'Iran. Par ailleurs, la menace du président Trump de « ramener l'Iran à l'âge de pierre¹ » a contribué à mobiliser l'opinion publique. Ces événements ont trouvé un écho non seulement parmi les opposants ou les critiques du régime, mais aussi dans une expression plus large de sentiment national et patriotique.

Néanmoins, les problèmes fondamentaux auxquels l'Iran est confronté se sont aggravés, et la nouvelle direction à Téhéran ne dispose vraisemblablement pas de solution à ces difficultés croissantes. Par conséquent, même s'il n'existe actuellement aucun signe d'une menace immédiate et majeure à la stabilité du régime, les prochains mois devraient constituer un test pour évaluer l'attitude de la population envers la République islamique et sa nouvelle direction, ainsi que le potentiel d'un retour des mobilisations populaires. Entre autres éléments, la capacité du régime à répondre à l'aggravation de la crise économique sera particulièrement mise à l'épreuve.

Les premières estimations publiées en Iran évaluent les dégâts causés par la guerre à au moins 270 milliards de dollars². Dans le même temps, l'Iran pourrait tirer un bénéfice économique de potentielles concessions obtenues dans le cadre d'un accord avec les États-Unis. La levée des sanctions et le dégel des avoirs iraniens détenus dans des banques étrangères ne devraient pas nécessairement améliorer de manière spectaculaire la situation économique du pays, celle-ci étant également liée à des problèmes structurels, tels que la mauvaise gestion, la corruption et le contrôle étendu du CGRI sur l'économie. Néanmoins, de telles mesures pourraient renforcer la capacité du régime à faire face aux défis de la reconstruction d'après-guerre.

Quoi qu'il en soit, même si des manifestations populaires reprennent après la guerre, cela ne suffira pas nécessairement à provoquer le changement politique souhaité. Une menace tangible pour la survie du régime dépend non seulement d'une mobilisation de millions d'Iraniens dans la rue et de la constitution d'une coalition sociale large, nationale et transversale, mais aussi d'un changement dans le rapport de force entre le régime, qui dispose encore d'instruments de répression efficaces et d'appareils sécuritaires loyaux, et ses opposants, qui ne sont toujours pas en mesure de transformer le mécontentement populaire généralisé et la défiance envers le régime en une alternative politique organisée et crédible.

Le programme nucléaire

Le programme nucléaire iranien continue de constituer un objectif prioritaire pour Israël, y compris après les opérations *Rising Lion* et *Roaring Lion*. Qu'un accord détaillé soit ou non conclu entre l'Iran et les États-Unis après la guerre – incluant des restrictions sur le programme nucléaire –, la direction iranienne devra réévaluer sa doctrine nucléaire. Malgré les dommages infligés aux capacités nucléaires (principalement durant la guerre des Douze-Jours), l'Iran conserve des capacités résiduelles susceptibles de soutenir ses efforts de reconstitution du programme, voire de lui permettre d'atteindre une capacité de percée vers l'arme nucléaire. Parmi celles-ci figurent un stock d'environ 440 kilogrammes d'uranium enrichi à 60%, détenu avant la guerre de juin³, des quantités supplémentaires significatives d'uranium enrichi à des niveaux inférieurs, au moins plusieurs centaines de centrifugeuses avancées⁴; ainsi que des connaissances, du personnel scientifique, des infrastructures d'enrichissement et des capacités potentielles de conversion en uranium métallique et de traitement associé.

L'enrichissement de l'uranium à un niveau militaire de 90%, sa conversion en uranium métallique et la fabrication d'un engin explosif nucléaire ne confèreraient pas, à eux seuls, une capacité nucléaire militaire pleinement opérationnelle à l'Iran. Une telle capacité dépend également de l'aptitude à intégrer une ogive nucléaire sur des missiles balistiques. Toutefois, si l'Iran décidait d'engager une

percée vers l'arme nucléaire, il pourrait, dans un délai relativement court, acquérir la capacité de faire exploser un dispositif rudimentaire, même impropre à être monté sur un missile, et de réaliser un essai souterrain, signalant ainsi qu'il a franchi le seuil nucléaire.

L'enrichissement à 90% ne nécessite pas nécessairement un grand nombre de cascades de centrifugeuses et pourrait être réalisé en quelques semaines, notamment si l'Iran mettait en œuvre un programme d'urgence accéléré et si une installation clandestine ou plusieurs petits sites dispersés à travers le pays ont déjà été préparés. L'Iran pourrait également procéder à la reconversion en uranium métallique sur des sites alternatifs, tels que des laboratoires universitaires de chimie ou des installations chimiques industrielles. Si ce processus était mené clandestinement et sans respect strict des protocoles de sécurité, il pourrait prendre, au maximum, quelques mois.

On peut estimer que la motivation iranienne à progresser vers l'arme nucléaire est susceptible de se renforcer au regard de l'échec persistant de Téhéran à dissuader ses adversaires par des moyens conventionnels ou *via* ses proxys régionaux. Dans cette perspective, la guerre pourrait en réalité renforcer la logique stratégique justifiant la recherche de l'arme nucléaire, qu'elle soit perçue comme une garantie de survie du régime ou comme un moyen de dissuasion contre de futures frappes. Les informations faisant état du refus de l'Iran de discuter de la question nucléaire dans le cadre des négociations avec les États-Unis renforcent également l'idée que les dirigeants iraniens considèrent la préservation des capacités nucléaires comme un élément essentiel en vue d'une future percée vers la bombe atomique.

Par conséquent, si aucune solution n'est trouvée pour extraire du pays ou détruire les composants nucléaires critiques, le régime dirigé par Mojtaba Khamenei et le CGRI, qui ne sont pas nécessairement attachés au concept d'État proche du seuil nucléaire, pourrait décider de modifier sa doctrine nucléaire et de poursuivre une percée vers l'arme atomique. L'analyste iranien Mostafa Najafi, considéré comme proche des cercles du régime et du CGRI, a récemment exprimé cette vision en affirmant qu'un État ne peut obtenir une véritable dissuasion nucléaire sans réellement posséder des armes nucléaires. Dès lors, demeurer un État proche du seuil nucléaire, sans produire d'armes, ne permettrait pas d'assurer une dissuasion crédible et pourrait même accroître les menaces sécuritaires, exposant le pays au risque d'une attaque militaire.

Bien que certaines voix en Iran remettent également en question la capacité d'une option nucléaire militaire à garantir la survie de la République islamique, ou soutiennent qu'il n'est pas nécessaire de disposer d'armes nucléaires compte tenu de la capacité du régime à menacer efficacement ses ennemis grâce à ses capacités conventionnelles (notamment les missiles, les drones et le contrôle

du détroit d'Ormuz), il est nécessaire d'adopter une hypothèse de travail rigoureuse : celle selon laquelle les dirigeants iraniens chercheront à acquérir l'arme nucléaire s'ils estiment que les chances d'atteindre cet objectif l'emportent sur les risques associés.

Outre la question de la motivation, la direction iranienne devra prendre en compte l'équilibre des risques liés à une décision de percée nucléaire ; les capacités nucléaires résiduelles encore à sa disposition, notamment les quantités d'uranium enrichi à différents niveaux, le nombre et les types de centrifugeuses ainsi que les infrastructures d'enrichissement ; mais aussi la nature du contrôle exercé sur les installations nucléaires par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

L'arsenal balistique

Depuis la fin de l'opération *Rising Lion*, l'Iran a intensifié ses efforts visant à reconstituer et moderniser son arsenal balistique dans le cadre de préparatifs renforcés en vue d'une éventuelle reprise des hostilités. Selon Téhéran, la guerre a démontré que cet arsenal constitue un atout stratégique majeur, lui fournissant une capacité de riposte efficace. En outre, les missiles permettent à l'Iran de mener une guerre d'usure contre Israël et de limiter sa capacité à mener une campagne prolongée, notamment en raison des contraintes pesant sur le système israélien d'interception. L'opération *Roaring Lion* a également mis en évidence le potentiel destructeur des capacités iraniennes en matière de missiles et de drones, non seulement contre Israël, mais aussi contre ses voisins, en particulier les États du Golfe.

Durant *Roaring Lion*, des efforts plus systématiques ont été entrepris par Israël et les États-Unis pour cibler non seulement les capacités de lancement, mais également les chaînes de production et les industries de défense iraniennes, dans le but de retarder la reconstitution de l'arsenal après la campagne militaire. Malgré cela, d'importantes capacités en missiles et en lanceurs restaient encore en possession de l'Iran à la fin de la guerre. En outre, on peut estimer que, malgré les dommages considérables infligés aux infrastructures de production, l'Iran conserve la capacité de reconstituer son arsenal balistique, qui continuera à jouer un rôle central dans sa stratégie de dissuasion et dans sa capacité à réagir à toute attaque future.

Même pendant la guerre, l'Iran est parvenu non seulement à poursuivre les tirs, mais également à restaurer rapidement des bunkers souterrains endommagés, des installations de lancement et des dépôts de missiles. À la mi-avril 2026, l'armée israélienne estimait que si la question balistique n'était pas réglée dans le cadre d'un accord entre l'Iran et les États-Unis, l'Iran pourrait, à condition d'investir les ressources nécessaires, reconstituer un stock de plusieurs milliers de missiles balistiques en l'espace de quelques années. Ces efforts de reconstruction ont commencé

immédiatement après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu.

Une autre question nécessitant une attention particulière concerne le processus de retour d'expérience mené en Iran au sujet de la doctrine d'emploi de l'arsenal balistique. Après l'opération *Rising Lion*, l'Iran a travaillé non seulement à augmenter le rythme de production et à améliorer la précision des missiles, mais aussi à renforcer la survivabilité des lanceurs et des missiles eux-mêmes. Cela a notamment été rendu possible grâce à leur positionnement dans de vastes tunnels de stockage construits au fil des années. De plus, les Iraniens ont développé des méthodes permettant de dégager rapidement les sorties de tunnels, notamment à l'aide de bulldozers.

Parallèlement, un usage important de bombes à sous-munitions a été observé, celles-ci étant destinées à mettre à l'épreuve les capacités d'interception israéliennes. Une autre leçon tirée de la guerre de Douze-jours a été l'adoption du concept de « défense mosaïque décentralisée ». Conformément à cette stratégie, destinée à contrer d'éventuelles frappes contre la chaîne de commandement et de contrôle, le CGRI a été divisé en 31 commandements régionaux correspondant aux divisions provinciales du pays, chacun opérant de manière décentralisée. Les commandants régionaux ont reçu l'autorité d'employer les capacités de frappe, y compris le lancement de missiles et de drones, sans nécessiter l'approbation de l'échelon supérieur. Bien que ce concept comporte des risques, notamment une possible perte de contrôle du commandement central et un risque accru d'escalade incontrôlée en raison d'initiatives autonomes de commandants locaux, il a permis à l'arsenal balistique de continuer à fonctionner même durant les premières phases de la campagne, alors qu'Israël et les États-Unis étaient parvenus à perturber temporairement la chaîne de commandement et de contrôle.

L'« Axe de la résistance »

L'engagement du Hezbollah dans la campagne en collaboration avec l'Iran et, dans une moindre mesure, les milices chiïtes pro-iraniennes en Irak et les Houthis au Yémen, a relancé la discussion sur l'efficacité de l'axe régional pro-iranien (l'« Axe de la résistance ») en tant qu'instrument de la dissuasion iranien. À Téhéran, la mobilisation de ses relais régionaux a été interprétée comme le signe d'un engagement collectif à l'échelle de l'ensemble de l'axe.

Cela contraste avec la guerre des Douze-Jours, qui a mis en évidence l'affaiblissement de l'axe chiïte suite aux évolutions régionales survenues depuis le 7 octobre 2023, au premier rang desquelles l'affaiblissement du Hamas, les dommages significatifs aux capacités du Hezbollah lors de la campagne contre Israël à l'été 2024 et la chute du régime d'Assad en décembre 2024. Ces évolutions ont constitué une menace sérieuse pour le projet régional central que l'Iran avait

développé pendant des années, et l'ont en grande partie privé de la capacité de dissuader Israël ou de répondre en cas d'attaque contre ses installations nucléaires. En effet, le fait que les proxys, en particulier le Hezbollah, n'ont pas pris part à la campagne de juin 2025 a accentué à Téhéran les doutes concernant l'efficacité du concept de proxy, même si l'Iran a poursuivi ses efforts pour les soutenir et restaurer leurs capacités. Par ailleurs, l'Iran a renforcé son implication directe dans la gestion des affaires du Hezbollah, comme en témoigne le déploiement de dizaines d'officiers du CGRI, impliqués dans le processus de reconstruction et de réarmement de l'organisation.

L'entrée en guerre des proxys en mars 2026, à la suite de l'assassinat de Khamenei, ainsi que leur inquiétude croissante face à une possible chute du régime à Téhéran ont entraîné une vague de déclarations de hauts responsables iraniens. Ceux-ci ont souligné l'importance de l'« Axe de la résistance » pour Téhéran, allant jusqu'à le présenter comme l'expression de la capacité de l'Iran à maintenir le concept d'« unification des fronts » face à Israël.

Par exemple, dans son premier message au peuple iranien immédiatement après sa désignation comme Guide suprême, Mojtaba Khamenei a insisté sur le fait que l'Iran considère ce front uni comme une partie indissociable des valeurs de la révolution islamique. Le commandant de la force Qods des Gardiens de la révolution, Esmail Qaani, a également souligné l'importance de ce front, affirmant qu'il est désormais clair que l'« Axe de la résistance » dispose de capacités de grande valeur et que l'« unification des théâtres fronts » constitue une source de puissance pour la nation islamique et un cauchemar pour « l'arrogance mondiale [l'Occident] et le sionisme international ». Des analystes occidentaux ont également interprété l'entrée des composantes de l'axe pro-iranien dans la guerre comme une expression de la « résurgence de l'Axe de la résistance ».

On peut estimer que la nouvelle direction iranienne, peut-être plus encore que la précédente en raison de la domination des Gardiens de la révolution dans les processus décisionnels, reste attachée, sur les plans idéologique et stratégique, à la pérennité de l'« Axe de la résistance » et au soutien de son réseau régional de proxys. Il est donc peu probable que l'Iran abandonne son ambition de le reconstruire.

Cependant, une réévaluation de la stratégie de proxys de Téhéran devra prendre en compte plusieurs éléments clés. Premièrement, l'évolution des dynamiques régionales au Moyen-Orient, notamment la situation au Liban à la suite des négociations entre le gouvernement libanais et Israël, les efforts continus d'Israël, et, dans une certaine mesure, des Forces armées libanaises pour appliquer de manière plus ferme les décisions contre le réarmement du Hezbollah, les restrictions imposées par le gouvernement libanais à l'activité iranienne sur son territoire, en particulier concernant la présence d'officiers du CGRI, ainsi que la volonté persistante du régime

syrien de limiter le transfert d'armes iraniennes vers le Liban *via* la Syrie.

Deuxièmement, la capacité de l'Iran à continuer d'investir des milliards de dollars dans la reconstitution des capacités de l'axe et le soutien à ses alliés régionaux, au regard de sa situation économique et de ses priorités nationales après la guerre. Troisièmement, le rapport coût-efficacité d'un investissement durable dans les proxys par rapport aux autres composantes centrales de la dissuasion iranienne, principalement les programmes de missiles et nucléaire. Cette réflexion est d'autant plus pertinente que, même si l'entrée des proxys dans la campagne n'a pas modifié les calculs stratégiques d'Israël et des États-Unis ni les a dissuadés de poursuivre leurs opérations contre l'Iran, elle a néanmoins limité dans une certaine mesure la liberté d'action d'Israël, notamment en ce qui concerne le recours à l'ensemble des capacités de son armée de l'air au Liban.

L'ordre régional

La capacité de l'Iran à mener des attaques fondées sur la puissance de feu, au moyen de missiles et de drones contre les États du Golfe, notamment contre des infrastructures énergétiques et critiques, ainsi qu'à perturber la liberté de navigation dans le détroit d'Ormuz, démontre que les dommages subis ne l'ont pas privé de l'efficacité de ses principaux leviers de pression dans la région. L'Iran a identifié ses capacités militaires asymétriques et son contrôle du détroit d'Ormuz comme des instruments de pression contre les États-Unis afin de réduire la durée de la campagne. En outre, le sentiment de réussite à Téhéran a renforcé sa volonté d'utiliser ces leviers non seulement pour assurer sa survie, mais aussi pour établir un nouvel ordre régional après la guerre, qui reconnaisse son statut et sa puissance.

Les deux campagnes militaires contre l'Iran, en 2025 et 2026, ont eu lieu alors que le pays et ses voisins arabes (qui ne forment pas un bloc homogène) se trouvaient engagés dans une dynamique de détente entre Téhéran et les États arabes sunnites, impulsée par les pays du Golfe. Cette évolution est étroitement liée à leurs inquiétudes vis-à-vis de l'Iran, notamment depuis l'attaque de septembre 2019 contre des installations pétrolières saoudiennes, qui a mis en évidence l'avantage militaire iranien, ainsi qu'aux doutes croissants concernant l'engagement sécuritaire des États-Unis envers leurs alliés et au recentrage des États du Golfe sur leurs priorités internes, la relance économique et le développement à long terme.

Les attaques iraniennes contre les États du Golfe pendant la guerre vont nécessiter une réévaluation de leurs relations. Les États du Golfe devront ajuster leur politique à l'égard de l'Iran en tenant compte de la reconnaissance de sa position régionale et de sa capacité à leur nuire, tant par

des frappes militaires que par la perturbation de leurs capacités d'exportation. Cette réévaluation devra également intégrer les limites de la garantie sécuritaire américaine, la difficulté de contenir l'Iran dans le golfe Persique et au-delà, notamment en raison de la capacité limitée des États du Golfe à assurer leur propre sécurité de manière autonome, ainsi que l'échec, du moins à ce stade, des efforts visant à provoquer un changement politique en Iran.

Concernant la question d'Ormuz, l'Iran a également réussi à atteindre l'un de ses principaux objectifs durant la guerre. La décision de Téhéran de procéder à une fermeture sélective du détroit lui a permis non seulement d'influencer le marché mondial de l'énergie, mais aussi de profiter de la guerre pour faire du contrôle d'Ormuz un atout politique et économique majeur. Le recours à des leviers économiques mondiaux permet à Téhéran d'étendre sa sphère d'influence et de dissuasion au-delà de ses ennemis directs, jusqu'à l'économie mondiale elle-même. Le député du Majlis Mohammad-Taqi Naqdali a récemment affirmé que le détroit d'Ormuz constitue un élément clé du pouvoir de négociation de l'Iran et que, à cet égard, son importance dépasse celle d'une bombe nucléaire.

L'Iran, qui a déjà commencé à percevoir des « frais de protection » auprès des navires ayant obtenu son autorisation pour traverser le détroit, a ainsi transformé le trafic maritime en un filtre politique lui permettant de sanctionner ou de récompenser les États étrangers. Le premier vice-président iranien, Mohammad Reza Aref, a décrit cette situation de manière explicite en affirmant que les ennemis de l'Iran cherchaient à provoquer un « changement de régime » à Téhéran, mais ont en réalité abouti à un « changement de régime » à Ormuz. Même si l'Iran n'est pas en mesure de maintenir durablement ce « régime de frais de protection » dans le détroit, sa capacité future à nuire aux États de la région et à l'économie mondiale en le fermant ne peut être ignorée, à moins que des alternatives concrètes au passage par le détroit ne soient mises en place à l'avenir.

L'Iran dans le système mondial

Du point de vue de Téhéran, la guerre a une nouvelle fois mis en évidence l'importance de la Russie et de la Chine pour ses intérêts, tout en révélant les limites inhérentes à leur partenariat. Au cours de l'opération *Rising Lion*, le partenariat irano-russo-chinois, qui s'est approfondi et élargi ces dernières années dans le contexte des évolutions globales, notamment la guerre en Ukraine et l'intensification des tensions entre la Chine et les États-Unis, a été mis à l'épreuve. L'attitude de Moscou et de Pékin, limitée à des condamnations relativement modérées des frappes contre l'Iran, a suscité des critiques et de la déception à Téhéran, renforçant l'idée selon laquelle la capacité de l'Iran à compter sur la Russie et la Chine reste limitée, en particulier dans le cas d'un affrontement militaire avec Israël et les États-Unis. Néanmoins, les dirigeants iraniens savent qu'à ce stade, l'Iran

ne dispose d'aucune alternative viable à la poursuite de son partenariat politique, économique et sécuritaire, bien que limité, avec la Russie et la Chine, surtout dans un contexte de détérioration des relations avec les pays européens.

Lors de l'opération *Roaring Lion*, plusieurs rapports ont été publiés concernant une assistance russe et chinoise à l'Iran, incluant notamment le transfert de renseignements russes et chinois sur les positions des forces américaines au Moyen-Orient et de leurs alliés régionaux, y compris Israël ; une assistance russe dans le domaine des technologies de drones, avec le transfert de composants améliorés pour les drones de type Shahed d'origine iranienne ; le transfert chinois de composants destinés à la production de missiles, notamment du perchlorate de sodium utilisé pour la fabrication de propergol solide pour les moteurs de missiles ; ainsi que la possibilité de fourniture à l'Iran de systèmes chinois avancés de défense aérienne.

Dans le cas russe, cette assistance peut être perçue comme une relation « bouclant la boucle ». Depuis l'invasion russe de l'Ukraine, la relation entre Moscou et Téhéran était devenue plus symétrique et équilibrée, notamment en raison de l'aide iranienne à la Russie dans le domaine des drones. Toutefois, cette dynamique semble désormais marquée par une asymétrie, caractérisée par une dépendance iranienne croissante à l'égard de la Russie, plus forte que la dépendance russe envers l'Iran.

Étant donnée l'ambition de l'Iran de reconstruire ses systèmes militaires stratégiques, en particulier ses capacités de missiles et de défense aérienne, ainsi que de la poursuite des tensions avec les pays occidentaux et du renforcement de l'influence du CGRI au sein de la direction du pays, on peut estimer que la politique dite du « regard vers l'Est » adoptée par la République islamique ces dernières années devrait se poursuivre, voire se renforcer. Cela reste toutefois conditionné à la volonté de la Russie et de la Chine de continuer à élargir leur coopération stratégique avec Téhéran, en tirant parti du besoin iranien de reconstituer ses capacités militaires et industrielles, tout en cherchant simultanément à éviter toute action susceptible de conduire à une escalade négative dans leurs relations avec Washington et Jérusalem.

Dilemmes pour Israël : entre résolution de la question iranienne et gestion continue

En définitive, l'Iran se trouve à l'aube d'une nouvelle ère, qui impose une réévaluation de ses hypothèses fondamentales, de ses concepts stratégiques et de ses politiques, tant sur le plan intérieur que régional et international. La combinaison d'une nouvelle direction, des leçons tirées

de la guerre, de l'évolution des dynamiques régionales et des relations entre les grandes puissances devrait façonner ce processus dans les mois à venir et au-delà.

Les conséquences de la guerre obligent également Israël à réexaminer sa politique à l'égard de l'Iran. Il apparaît clairement que la guerre n'a pas résolu le problème iranien : l'Iran sort de la campagne affaibli mais non vaincu. De plus, le succès apparent de la République islamique à survivre à une attaque américano-israélienne conjointe, sans précédent par son ampleur, est susceptible de renforcer à Téhéran le sentiment de justice et la perception d'une forme de victoire. Ces facteurs rendront plus difficile, à l'avenir, l'application d'une pression efficace sur l'Iran en vue d'aboutir à une résolution décisive.

Dans ce contexte, Israël est confronté à une question fondamentale : doit-il continuer à chercher à résoudre le problème iranien par une défaite décisive, un objectif hautement incertain, en particulier sans participation active des États-Unis, ou adopter une politique de « gestion du conflit », combinant des mesures coercitives ponctuelles dans l'attente d'un éventuel changement des circonstances politiques en Iran ?

Sur le plan intérieur, les mois à venir permettront probablement de déterminer si la guerre a interrompu, même temporairement, le processus de déclin de la République islamique, comme l'a illustré la vague de protestations de décembre 2025 à janvier 2026, en favorisant l'émergence d'une nouvelle direction plus radicale et déterminée, ou si elle a au contraire accéléré les dynamiques internes de transformation.

En conséquence, Israël devra réévaluer la faisabilité d'un changement de régime en Iran ainsi que sa propre capacité à soutenir de tels processus à l'aide d'outils diplomatiques, économiques, cognitifs et de renseignement. Par ailleurs, Israël devra approfondir sa compréhension des caractéristiques spécifiques de la nouvelle direction iranienne, notamment la prépondérance du CGRI, tout en reconnaissant sa complexité tant personnelle qu'institutionnelle.

Concernant le programme nucléaire, les détails de tout accord entre l'Iran et les États-Unis, si un tel accord est conclu, obligeront Israël à décider s'il accepte l'accord émergent, en fonction de ses termes. Il devra également déterminer comment maintenir ses capacités d'action et d'intervention, y compris la préservation et le développement de capacités clandestines de sabotage, afin de perturber toute tentative iranienne d'avancée secrète vers l'arme nucléaire et de dissuader Téhéran de franchir la « percée » vers la bombe atomique. En outre, Israël devra réévaluer les avantages et les inconvénients d'un règlement diplomatique de la question nucléaire, en tenant compte de son impact potentiel sur les perspectives de changement politique en Iran, notamment

à travers un allègement économique susceptible d'offrir au régime un « sursis », au moins à court terme.

Dans le domaine des missiles, et compte tenu des efforts de reconstruction attendus de l'Iran, Israël devra déterminer si le renforcement de la puissance balistique iranienne justifie effectivement le recours à une action militaire ou clandestine. Si tel est le cas, il lui faudra définir les « lignes rouges » dont le franchissement par l'Iran déclencherait une telle action, en fonction de la gravité de la menace, tant sur le plan quantitatif (nombre de missiles et de lanceurs, rythme de production) que qualitatif (types de missiles, capacités de précision). Cette évaluation devra être mise en balance avec les capacités d'interception de l'armée israélienne et les implications plus larges d'une campagne militaire prolongée contre l'Iran, notamment sur les plans économique, sociétal et diplomatique. Dans ce cadre, Israël devra également tenir compte du fait que l'érosion de sa position aux États-Unis pourrait limiter sa liberté d'action future contre l'Iran.

Sur le plan régional, Israël devra continuer à examiner les moyens de réduire et de contrer l'assistance iranienne à son réseau de proxys, en vue de la reconstruction de l'axe pro-iranien, en particulier le Hezbollah, et de prévenir toute coordination d'actions offensives par ses composantes. Dans ce contexte, il devra combiner actions militaires et préventives avec des démarches diplomatiques d'arrangement et de désescalade dans la région, afin de façonner une réalité régionale réduisant la capacité de l'Iran à soutenir des acteurs armés non étatiques tout en exploitant les crises pour étendre son influence. Israël devra également évaluer les moyens d'atténuer les risques liés au rapprochement renouvelé entre les États du Golfe et l'Iran, tout en cherchant à tirer parti des conséquences de la guerre pour élargir la coopération avec ces États et approfondir les Accords d'Abraham. Cette dynamique s'inscrit dans un contexte marqué à la fois par une inquiétude croissante des pays du Golfe vis-à-vis de la République islamique et par une perception croissante d'Israël comme facteur potentiel de déstabilisation régionale.

Sur le plan mondial, les éléments attestant d'un renforcement de la coopération militaire et du renseignement entre l'Iran, la Russie et la Chine obligeront Israël à formuler une politique actualisée pour réduire les risques liés à la reconstitution des capacités militaires stratégiques et des industries de défense iraniennes grâce à leur soutien. Parallèlement, Israël devra élaborer une stratégie conjointe avec les États-Unis concernant l'Iran. Cette stratégie devra tenir compte de l'érosion préoccupante de la position diplomatique d'Israël aux États-Unis, une tendance qui pourrait s'aggraver si Israël est perçu comme cherchant à entraîner l'administration américaine dans une prolongation indéfinie du conflit. Elle devra également intégrer les évolutions politiques attendues aux États-Unis, ainsi que le renforcement d'un discours selon lequel Israël pousserait Washington vers des confrontations militaires fondées sur des hypothèses contestées.

Quoi qu'il en soit, le *statu quo* (« ni guerre ni paix »), caractérisé par la fermeture persistante du détroit d'Ormuz par l'Iran et un blocus naval par les États-Unis, demeure instable ; il est douteux qu'il puisse se maintenir durablement, d'autant que les coûts économiques pour l'Iran, les États-Unis, l'économie mondiale et les États du Golfe continuent de s'accroître. À ce stade, les États-Unis comme l'Iran semblent considérer que l'autre camp ne pourra supporter indéfiniment ces coûts et adoptent en conséquence des positions rigides. Pour Israël, cela signifie toutefois que l'Iran continue de préserver ses capacités nucléaires et de reconstituer son arsenal de missiles, augmentant ainsi le risque d'une décision de percée vers l'arme nucléaire ainsi que celui d'une reprise des hostilités.

1. Julia Ledur, « Trump keeps changing his timeline for ending Iran's war », *The Washington Post*, 5 mai 2026.
2. Kim Mackrael, « Iran estimates war losses at \$270 billion », *The Wall Street Journal*, 14 avril 2026.
3. *Arms Control Association*, *The U.S. War on Iran: New and Lingering Nuclear Risks*, Issue Briefs, vol. 18, n°4, 10 mars 2026.
4. John P. Holdren, *On enriched uranium and (Iranian) nuclear bombs*, *Harvard Kennedy School – Belfer Center for Science and International Affairs*, 6 mai 2026.